

PREAMBULE

L'ALEC Montpellier Métropole accompagne, depuis 2008, les communes de la métropole montpelliéraine dans leurs actions de transition écologique et énergétique. Initialement axé sur les économies d'énergie, cet accompagnement concerne également les économies d'eau depuis 2016.

Grâce à un travail d'état des lieux et la mise en œuvre de premières actions, la consommation des communes adhérentes a baissé en moyenne de 15% (données 2019).

Pour valoriser le travail réalisé et prolonger la dynamique en faveur de la maîtrise de la consommation en eau, **l'ALEC met en place une démarche de labélisation via le Label « Commune économe en Eau ».**

Il s'agit de développer l'idée du respect et du partage d'un patrimoine commun, passant par un engagement solidaire des communes vis à vis de l'ensemble des ressources en eau qu'elles exploitent.

La présente Charte est un engagement dans cette démarche de labélisation. Elle doit permettre d'afficher une politique claire et cohérente sur le territoire des communes concernées, ceci dans une perspective à long terme de développement durable.

Le Label repose sur 3 grands principes d'action visant à gérer durablement la ressource :

Etudier, Equiper, Sensibiliser

Ces principes sont matérialisés par 10 grandes thématiques, elles-mêmes déclinées en actions.

Les signataires de la Charte devront satisfaire à l'ensemble de ces principes pour assurer, sur leur territoire, l'efficacité de leur actions.

LA CHARTE

Entre :

L'Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier Metropole, porteur du projet, dont le siège est situé au domaine de 33, bis rue du Faubourg Saint-Jaumes, 34000 MONTPELLIER, représentée par sa Présidente, Madame Isabelle TOUZARD,

d'une part,

La commune de
Représentée par
Fonction :
Adresse :
Code postal : Ville :

Dûment habilité en vertu de la délibération du,

d'autre part,

ARTICLE 1 : LES OBJECTIFS

La présente Charte a pour objet d'inciter la commune à mettre en œuvre, de manière coordonnée et efficace, des actions en faveur des économies d'eau afin de préserver les ressources en eau du territoire.

Les objectifs sont les suivants :

- Etudier (connaissance du patrimoine en eau, suivi des consommations, exploiter les dispositifs de transmission en temps réel de l'information ...),
- Equiper (moyens de comptage, remplacement des conduites défectueuses, matériel hydro-économe...),
- Sensibiliser (formation du personnel communal, sensibilisation des usagers, éducation des scolaires...).

La Charte formalise un engagement de principe et est associée à un Label dont l'attribution, pour chaque commune, est décidée par une instance compétente et indépendante, au regard d'une part, des actions menées sur le périmètre communal et d'autre part des objectifs atteints en matière d'économies d'eau. Ce Label complète le dispositif et ne peut être dissocié de la Charte. Ainsi, une adhésion à la Charte vaut, pour la commune, une participation à la démarche de labellisation.

ARTICLE 2 : PRINCIPES ET THEMATIQUES D' ACTIONS DU LABEL

La Charte fait la promotion d'une gestion rigoureuse et partagée de la ressource en eau de manière générale, à travers notamment la mise en place de 10 grandes thématiques rattachées aux trois grands principes énoncés en préambule.

Etudier

1. Connaître précisément son patrimoine en eau, ses usages et ses consommations
2. Poser des compteurs sur les différents usages et mettre en place des moyens de suivi des consommations en termes d'équipement et de personnel
3. Rechercher les fuites sur les équipements et mettre en place un protocole d'entretien des installations
4. Etudier les possibilités de mobilisation de ressources alternatives pour les usages peu exigeants (eau brute, eaux pluviales...) et les mettre en place quand cela est possible

Equiper

5. Poser des matériels hydro-économes dans tous les bâtiments publics et les espaces-verts et mieux s'équiper
6. Mettre en œuvre la gestion raisonnée des espaces verts et voiries
7. Maitriser les consommations des points d'eau publics

Sensibiliser

8. Former le personnel communal aux différents moyens d'économiser la ressource et sensibiliser des usagers des bâtiments publics
9. Sensibiliser les consommateurs et promouvoir les économies d'eau
10. Communiquer dans le respect du Règlement de la Charte

Afin de tenir compte des différentes situations, en termes notamment de moyens et de compétences un plan d'actions spécifique est établi en concertation avec chaque commune et précise les objectifs à atteindre, pour année après année pour mener des actions progressives et déterminantes en matière d'économies d'eau.

ARTICLE 3 : PROCEDURE DE LABELISATION : LE COMITE D'AGREMENT ET LE REGLEMENT

Un Comité d'Agrément (CA) est mis en place pour attribuer le Label après examen de la situation de chaque commune. Il rassemble plusieurs personnes (élus non représentants des communes concernées), les partenaires financiers et des experts. Il est réputé compétent et indépendant. Les représentants des communes (élus ou agents) ne peuvent y siéger. La composition du CA est inscrite dans le Règlement de l'année.

Ses missions s'articulent autour de la procédure d'attribution du Label. Il se réunit au moins une fois par an pour examiner la situation et l'évolution des communes, attribuer le Label, réviser le Règlement et les documents annexés régissant cette procédure.

Le Comité d'Agrément s'appuie sur une grille d'évaluation pour examiner, à l'issue de l'année écoulée, la situation de chaque commune au regard de sa situation antérieure. Cette grille comprend des indicateurs permettant de juger de manière objective et standardisée les progrès des collectivités en matière d'économies d'eau.

L'attribution du Label s'appuie sur la lecture de cette grille et à la lumière de l'évolution des indicateurs retenus. Les communes sont jugées autant sur leur progression que sur leur résultat.

Le Règlement fixe les modalités d'application de la Charte. Il est révisé chaque année et porte le millésime de l'année où il entre en vigueur. La commune s'y réfère pour connaître les conditions d'examen de son dossier et les mesures à satisfaire pour accéder à la labellisation et s'y maintenir. Il comprend également les règles d'utilisation des visuels et outils de communication du Label.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La commune qui souhaite adhérer à la Charte s'engage de manière volontaire à mettre en œuvre des actions relevant de chacun des grands principes.

La liste d'opérations permet de préciser les principaux leviers d'économies d'eau. Elle ne se veut ni exhaustive, ni exclusive. La commune peut prendre l'initiative de conduire d'autres actions susceptibles d'être valorisées dans le cadre de cette Charte dès lors qu'elles répondent aux grands principes énoncés et sont susceptibles d'être efficaces.

La commune accepte de respecter le Règlement du Label annexé à la Charte et de participer à la procédure de labellisation selon ce Règlement.

Elle accepte le Règlement adopté chaque année, dès lors qu'elle ne renonce pas à son engagement à la Charte.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENT DE L'ALEC

L'ALEC Montpellier Métropole assurera un rôle d'animation dans le cadre de la labellisation et accompagnera la commune dans la définition d'un plan d'actions annuel et son évaluation.

Un visuel créé par l'ALEC Montpellier Métropole pour promouvoir les économies d'eau est mis à disposition des communes dès lors qu'elles accèdent au Label.

L'ALEC Montpellier Métropole est la structure animatrice et coordinatrice de cette Charte. Elle organise en particulier les réunions du Comité d'Agrément et se charge de recueillir chaque année auprès de la commune toutes les informations utiles pour juger les efforts et les résultats obtenus en matière d'économies d'eau.

ARTICLE 6 : LES REFERENTS

Pour faciliter les échanges entre l'ALEC et la commune, des personnes référentes sont désignées.

Tout changement ultérieur de référent devra être signalé à l'ALEC.

Élu(e) référent(e) Commune :

Nom : Prénom :

Fonction / Délégation :

Téléphone : Courriel :

Référent(e) technique Commune :

Nom : Prénom :

Fonction :

Téléphone : Courriel :

Référent ALEC :

Nom : Prénom :

Fonction :

Téléphone : Courriel :

ARTICLE 7 : LA DUREE DE L'ENGAGEMENT

Parce que la gestion rigoureuse de la ressource revêt un caractère durable, cette Charte et la démarche de labellisation rattachée sont mises en place pour une durée indéterminée. Elle pourra si nécessaire faire l'objet d'avenants.

L'adhésion d'une commune à travers sa signature l'est donc de manière permanente sauf dénonciation de cet engagement, après délibération de son conseil municipal.

ARTICLE 8 : LA PUBLICITE ET LA COMMUNICATION

Le label permettra de rendre visible l'action communale et d'inciter le grand public à son échelle à participer à la dynamique territoriale d'économies d'eau.

La commune s'engage à informer l'ALEC Montpellier Métropole, porteur de la démarche, de toute action de communication concernant cette Charte et son application.

La commune autorise l'ALEC à communiquer sur sa participation à cette démarche de labellisation.

Fait en 2 exemplaires originaux., le ...

**Pour la commune,
Le/La représentant(e) de la commune
Prénom NOM**

**Pour l'ALEC,
La Présidente
Isabelle TOUZARD**